

La mine au Pérou : filon économique et creuset des conflits

<http://www.grotius.fr/la-mine-au-perou-filon-economique-et-creuset-des-conflits/>

Les conflits environnementaux, et notamment miniers, agitent l'Amérique latine quitte à mettre certains gouvernements progressistes en porte-à-faux avec des mouvements sociaux qui constituent pourtant leur socle électoral et militant. Exemple au Pérou où le président Ollanta Humala tente de promouvoir un secteur minier "éthique".

Dix mille postes de travail, un fonds social régional et des ajustements techniques environnementaux. Telles sont les conditions posées en avril dernier par le président Humala à la compagnie Yanacocha pour le projet minier Conga. Depuis 2011, des habitants de Cajamarca protestent contre ce projet au point d'amener le chef de l'Etat à décréter l'état d'urgence dans la région en décembre. L'étude d'impact environnemental de Conga a fait l'objet d'une nouvelle expertise. Elu depuis moins d'un an, le président nationaliste et progressiste veut croire en l'avenir d'une "mine responsable", dans un pays où le secteur minier génère autant de conflits environnementaux que de manne économique. Le chef d'Etat a-t-il la capacité réelle de "moraliser" l'extraction des richesses du sous-sol, ou compte-t-il d'abord faire oublier que la controverse Conga l'a obligé à remanier son gouvernement ?

Le secteur minier est un levier majeur de la croissance péruvienne. D'après le ministère de l'Energie et de la Mine, il représente en 2011 59% de la valeur des exportations et attire des investissements qui s'élèvent à 7 milliards de dollars US, un montant record. La mine constitue également le premier secteur d'investissements directs étrangers (IDE), d'après l'Agence de promotion de l'investissement privé au Pérou. Les détracteurs du "boom minier" n'en mettent pas moins en garde contre le risque de dépendance économique, d'autant plus que le pays a perdu le contrôle direct sur ses ressources minières, à force de céder au capital étranger dans ce secteur. Les mêmes estiment que l'impact sur le développement reste limité en comparaison des bénéfices empochés par les entreprises d'extraction.

Fort d'une croissance estimée à 5,5% en 2012 par le Fonds Monétaire International, le Pérou a longtemps laissé les compagnies minières faire fi de la protection de l'environnement. La prédation et la pollution de l'eau réveillent aujourd'hui la conscience environnementale d'une partie des citoyens. En février dernier, la "Marche pour l'eau" a mobilisé à Lima différents secteurs de la société civile, fédérés autour de l'opposition au projet Conga. L'enjeu sanitaire et agricole se situe désormais au cœur de la controverse minière.

Les droits spécifiques des indigènes pèsent à leur tour dans la balance. La Convention n°169 de l'Organisation Internationale du Travail (OIT) établit le "droit à la consultation" des peuples indigènes et tribaux (<http://www.grotius.fr/perou-les-adversites-multiples-de-la-cause-indigene/>). Son incorporation aux normes péruviennes, avec l'entrée en vigueur en avril 2012 de la loi "de consultation anticipée", accorde aux indigènes un droit d'avis préalable sur tout projet pouvant affecter leurs territoires. La loi est censée prévenir des conflits socio-environnementaux comparables à la crise de Conga ou encore aux protestations anti-minières dans la région du lac Titicaca survenues en pleine période du scrutin présidentiel de 2011. Or, beaucoup doutent de son efficacité.

Les revendications indigènes de participation aux décisions du secteur minier font écho à une demande citoyenne plus large en matière de planification et d'aménagement du territoire. La corruption, le clientélisme, et le déficit institutionnel du système politique alimentent la méfiance et la défiance des Péruviens envers les décisions prises d'en haut. Ce constat vaut également pour d'autres pays d'un continent longtemps pillé, où la réappropriation des ressources naturelles, gage d'indépendance économique, se confond au dessein de la souveraineté nationale enfin acquise, sinon retrouvée. "Mine responsable" ? La proposition d'Ollanta Humala peut sembler naïve et bien en-deçà de la volonté politique que manifeste notamment son homologue argentine Cristina Kirchner, renationalisant au pas de charge la compagnie pétrolière YPF.

Mais l'homme de Lima a autant en tête l'exemple de son pair équatorien Rafael Correa, aujourd'hui fragilisé par une contestation similaire à celle du projet Conga, contre de nouveaux projets d'extraction à grande échelle. Là encore, paysans, indigènes, défenseurs de l'environnement et "marcheurs de l'eau" se détournent d'une majorité politique qu'ils avaient contribué à forger. Mais la somme – ponctuelle – d'intérêts communs suffit-elle à offrir un projet politique cohérent et à long terme ? Une question cruciale pour de jeunes démocraties.